

COMITE PERMANENT INTER-ÉTATS
DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE
DANS LE SAHEL



PERMANENT INTERSTATE
COMMITTEE FOR DROUGHT
CONTROL IN THE SAHEL

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF

Évaluation externe du programme de travail 2004-2008 du CILSS

Rapport d'évaluation spécifique du projet Adaptation du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel aux Enjeux Régionaux (ACER)

Version définitive



Novembre 2008



BUREAU D'ETUDES ET DE RECHERCHE
POUR LE DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

1	1. EXTRAITS DU RAPPORT DE PRÉSENTATION DU PROJET.....	4
1.1	1.1. ELÉMENTS SUR LA GENÈSE DU PROJET	4
1.2	LES BÉNÉFICIAIRES DU PROJET	5
1.3	LES INTERVENANTS ET LES PARTENAIRES.....	5
1.4	LA DÉMARCHE D'INTERVENTION ET LES MOYENS DU PROJET	6
2	EVALUATION	8
2.1	COMPOSANTE 1	8
2.2	COMPOSANTE 2	13
2.3	COMPOSANTE 3	19
3	EN SYNTHÈSE.....	28

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1 : Financement du FSP par mise en œuvre et composantes (en euros)	7
Tableau 2 : Résultats composante 1.....	10
Tableau 3 : Résultats composante 2.....	15
Tableau 4 : Résultats Composante 3.....	27

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Objectifs et indicateurs ACER.....	30
---	--------------------

EVALUATION DU PROJET ACER

Projet ACER - Adaptation du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel aux Enjeux Régionaux

Avant propos

Cette note s'inscrit dans le cadre de l'évaluation externe du Plan de travail 2004-2008 du Comité Permanent Inter-états de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Le projet ACER, financé par la Coopération française, est un des projets conduits par le CILSS au cours de la période sous revue.

Projet ACER

Financement : Coopération française

Budget : 3.000.000 Euros

Période : 36 mois – 2005 à 2008 avec prolongation à fin août 2009

Objectifs :

- contribuer à la mise en œuvre du programme de réformes organisationnelles,
- contribuer à renforcer les capacités du CILSS dans ses métiers de base
- renforcer la cohérence de ses activités à un niveau régional.

3 composantes :

- Contribution à la définition et au suivi des stratégies régionales et nationales de sécurité alimentaire.
- Appui à l'implication des Etats sahéliens et de la société civile dans les enjeux internationaux du développement durable, dans la gestion concertée des ressources naturelles, dans la maîtrise de l'eau et dans la lutte contre la désertification
- Appui à la réforme du CILSS.

Résultats attendus :

- le renforcement des capacités du CILSS en matière d'analyse des causes de l'insécurité alimentaire.
- des programmes entre le CILSS et des organismes de recherche français (CIRAD, IRD) et internationaux (IFPRI) ;
- la mise à la disposition des Etats d'argumentaires sur l'évolution des ressources naturelles
- un appui à la société civile pour la mise en place de projets locaux de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau ;
- la mise à la disposition des décideurs publics et des opérateurs économiques, d'informations utiles à leurs prises de décision,
- un appui à la gestion du CILSS et à sa reconnaissance comme structure d'appui pour les organisations d'intégration régionales, en particulier l'UEMOA et la CEDEAO.

Finalité : la finalité du projet est un transfert méthodologique dans ces différents domaines, l'appropriation du changement et la pérennisation des effets attendus.

1 EXTRAITS DU RAPPORT DE PRESENTATION DU PROJET

1.1 Éléments sur la genèse du projet

L'appui français au CILSS a été continu depuis sa création, en 1973. En particulier, les institutions françaises de recherche travaillent en collaboration avec les institutions du CILSS avec qui elles ont passé des accords de partenariat qui se traduisent en particulier par des mis-

sions d'appui, l'encadrement commun de thèses et de mémoires de troisième cycle, et des formations :

- CIRAD : agro-météorologie, pastoralisme, foresterie, système d'information, acridologie, agronomie, étude de filières, technique documentaire,
- IRD : hydrologie, défense des végétaux, physique de l'atmosphère,

Le CILSS a disposé également d'une convention signée avec le FFEM pour la mise en œuvre des projets de l'Initiative Régionale pour l'Environnement Mondial – Lutte Contre la Désertification (IREM-LCD), de 3.000.000 Euros sur la période 2000-2004.

Une évaluation de l'aide française au CILSS dans le cadre de la dernière convention (n° 99000700, 2000-2003) a été réalisée en mai 2003. Les principales recommandations de cette évaluation étaient alors les suivantes :

- développer des systèmes d'information sur les marchés au niveau régional,
- **développer des outils d'analyse** de la vulnérabilité pour renforcer l'efficacité des systèmes d'alerte,
- poursuivre l'initiative IREM-LCD en allégeant les procédures d'instruction,
- institutionnaliser la mise en place d'un mastère « gestion des ressources naturelles»,
- valoriser la Plate-forme des Institutions Régionales pour l'Environnement et la Météorologie de Niamey (PIREM),
- appuyer le renforcement de la gestion des activités du CILSS,
- mettre en place un nombre limité de processus complets d'**appui aux utilisateurs finaux**,
- développer une **analyse sur les tendances lourdes relatives aux changements climatiques et à la démographie**, afin de disposer de modèles d'anticipation et de prévision à long terme susceptibles d'orienter les politiques d'adaptation agricoles.

Fin 2003, le CILSS engageait un gros travail d'évaluation et d'audit organisationnel. L'essentiel des recommandations de l'évaluation de l'aide française a été retenu. Un important travail de réforme a été engagé. C'est dans ce cadre, et en accord et synergie avec les autres partenaires du CILSS, que le projet ACER a été formulé.

1.2 Les bénéficiaires du projet

- les services publics des pays membres du CILSS (Direction de la météorologie, de l'hydrologie, de l'agriculture, les Systèmes d'Alerte Précoce, les systèmes nationaux de recherche, statistiques...)
- les producteurs et les commerçants au travers de leur structure d'appui (ONG, Organisations Professionnelles Agropastorales, Interprofession des filières)
- les institutions d'intégration régionales (CEDEAO, UEMOA)

La communauté scientifique internationale sera aussi concernée au travers de la contribution du projet à la recherche scientifique dans les secteurs concernés.

1.3 Les intervenants et les partenaires

Les intervenants principaux du projet sont les unités sectorielles régionales du CILSS (Programmes Régionaux d'Appui) :

- le PRA sécurité alimentaire et lutte contre la désertification,
- le PRA maîtrise de l'eau,

- le PRA accès au marché.

Les partenaires techniques du CILSS avec qui des accords de partenariat ont été ou pourront être signés:

- l'UEMOA et la CEDEAO,
- les membres de la Plate-forme des Institutions Régionales sur l'Environnement et la Météorologie de Niamey (PIREM),
- les institutions ou organisations techniques compétentes sur les thèmes de travail du CILSS, notamment l'UICN, ROSELT, EIER-ETSHER,
- les partenaires scientifiques africains suivants : Université de Niamey, Université de Bobo Dioulasso, CERAAS, CIRDES,
- les partenaires français : CIRAD, IRD, Météo France
- l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

1.4 La démarche d'intervention et les moyens du projet

Le projet est mené par des experts, vacataires et consultants sélectionnés selon les procédures du CILSS, sur une base régionale et pour une durée limitée à la mission qui leur est impartie. Les assistants techniques participent au jury de sélection.

Ces experts sont complétés par des étudiants qui, dans le cadre de leur cursus universitaire, réaliseront des études pour ce projet co-encadrées par un expert du CILSS et par un enseignant de son institution d'enseignement d'origine. En ce sens le projet contribuera à la formation de cadres sahéliens de haut niveau.

Le projet disposera de 4 assistants techniques résidentiels :

- un assistant conseiller technique auprès du secrétariat exécutif. Il assurera, en outre, un appui technique sur la politique de sécurité alimentaire et le suivi de toutes les opérations menées sur le site de Ouagadougou.
- un assistant, conseiller technique auprès du Centre Régional Agrhymet, il assurera un appui technique dans le domaine de l'économie de l'environnement et de l'animation scientifique. Il suivra toutes les activités menées par le Centre Agrhymet et assurera un appui au SCAC de Bamako pour le suivi des actions techniques menées par l'INSAH.
- un assistant technique basé à Niamey qui sera plus particulièrement chargé de l'appui à la société civile et l'appui à la communication du CILSS. Finalement, il s'agit d'un AT SIG + agro météorologie
- un assistant technique junior qui sera chargé de l'animation de l'appui à la société civile pour la mise en œuvre de projet de lutte contre la désertification en collaboration avec l'assistant technique chargé de l'appui à la société civile.

Les activités menées par les services publics des pays membres sont coordonnées par les Correspondants Nationaux du CILSS. Pour les activités particulières de chaque site, il existe pour chaque pays des points focaux qui constituent les Composantes Nationales de chaque site.

Les assistants techniques conseillers assureront, conjointement avec le Centre de gestion du site correspondant, le suivi des engagements sur la base du budget annuel fixé par le plan d'action défini en comité de pilotage.

Les dépenses importantes sont soumises à l'accord du SCAC. Les assistants techniques conseillers suivront conjointement avec les responsables des programmes majeurs l'exécution

du projet, en temps réel, sous forme d'un tableau de bord. La réalisation du projet sera suivie par le système de suivi-évaluation du CILSS commun à l'ensemble des financements.

Tableau 1 : Financement du FSP par mise en œuvre et composantes (en euros)

	Investissements incorporels	Investissements corporels	Mise en œuvre	TOTAL
Composante 1	20 000	1 090 000		1.110.000
Composante 2	20 000	1 150 000		1.170.000
Composante 3	60 000	660 000		720.000
TOTAL				3.000.000

Le FSP « Adaptation du CILSS aux Enjeux Régionaux » (ACER) finance notamment :

- Un **Master Pro en Gestion Concertée des Ressources Naturelles** (GCRN) qui s'est ouvert en janvier 2007, il comprend un module d'enseignement intitulé « prévention et traitement des risques » d'un volume horaire de 30 heures environ.
- L'appui au **dispositif de prévention et de gestion des crises** et à la mise en place du **Cadre Harmonisé** d'identification et d'analyse des zones à risque et des groupes vulnérables dans les pays (évaluation des récoltes, bilans et concertations entre les acteurs)
- Des outils de suivi des stratégies nationales de sécurité alimentaire à travers des profils pays.
- L'optimisation des **réseaux de collecte des données** notamment en matière de pluviométrie et hydrologie.
- L'amélioration des **produits de suivi de la campagne** (imagerie satellite) et mise au point de produits d'information agro météorologique orientés vers les utilisateurs finaux (producteurs).
- Des actions de capitalisation sur les coûts / avantages des actions de gestion des ressources naturelles à travers un appui aux études « Sahel »

Au-delà de ces objectifs techniques, le projet a également pris en charge des coûts salariaux, et des appuis logistiques conséquents, par exemple, le projet ACER a réalisé pour le compte du Centre AGRHYMET des travaux de génie civil pour l'agrandissement de la cité des étudiants (bloc supplémentaire de 20 chambres, sanitaires et cuisines) et la construction d'une salle de classe pour les étudiants du master GCRN.

2 EVALUATION

Afin de rendre le plus lisible possible les résultats obtenus par le projet, nous passerons en revue les différents éléments du cadre logique et des résultats attendus du projet. Une partie suivante tentera une synthèse des principaux constats et principales recommandations.

2.1 Composante 1

2.1.1 Rappel des résultats attendus pour la composante n°1

Composante	Résultats directs attendus
Composante 1 : Contribution à la définition et au suivi des stratégies régionales de sécurité alimentaire	
1.1 Amélioration des procédures de collecte, transmission et analyse de l'information sur les facteurs de la sécurité alimentaire au Sahel	<p>Résultat 1 : Le réseau régional de collecte et d'analyse des informations destinées à émettre des bulletins d'alerte en cas d'événements exceptionnels, caractériser les campagnes, et alimenter la base de données régionales est optimisé.</p> <p>Résultat 2 : Les Etats ont la capacité de définir leur propre réseau de collecte et d'analyse des informations.</p> <p>Résultat 3 : Les échanges de données, d'informations et de méthodes d'analyse entre les Etats membres et le CILSS sont formalisés.</p>
1.2 Renforcement et amélioration des dispositifs nationaux et régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires basés sur la caractérisation de la vulnérabilité	<p>Résultat 1 : Un cadre harmonisé de caractérisation de la vulnérabilité alimentaire courante en milieu rural est mis au point, validé et adopté par les Etats membres dans le cadre des systèmes d'alerte précoce. Ce cadre est étendu à la vulnérabilité alimentaire urbaine.</p> <p>Résultat 2 : Les modèles d'estimation des surfaces emblavées, des rendements et du parasitisme des productions alimentaires sont améliorés. Ils sont utilisés comme signaux d'alerte précoce.</p> <p>Résultat 3 : Les informations sur la campagne agropastorale sont largement diffusées selon une fréquence définie par les Etats membres et consolidés au niveau régional par le CILSS. Les événements à caractère exceptionnel font l'objet de publication d'alerte en temps voulu.</p>

2.1.2 Synthèse des principaux résultats obtenus sur la composante n°1

Sur la contribution du projet à une meilleure gestion de la sécurité alimentaire

Le projet ACER, comme le montre le tableau ci-dessous, a contribué à la définition et au suivi des stratégies régionales de sécurité alimentaire.

En particulier, le projet a contribué au développement de nouveaux outils de suivi qui ont été diffusés dans les pays membres du CILSS (comme l'index de végétation NDVI, les modèles de prévision des rendements, les profils de la sécurité alimentaire).

Le projet a contribué également à une relance du réseau régional de suivi hydrologique.

De façon plus générale, la mission a pu constater le rôle majeur de l'assistance technique, qui a notamment contribué à la mise en œuvre de la stratégie régionale de sécurité alimentaire (tenue des réunions du conseil régional de SA, ateliers sur les indicateurs de suivi-évaluation des stratégies nationales de SA).

Enfin le projet a appuyé des exercices concourant à l'atteinte d'une sécurité alimentaire plus structurelle : mise en réseau des offices céréaliers, études sur la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain, en lien avec l'IRD.

Sur la contribution du projet à un renforcement des liens entre information et prise de décision en matière de sécurité alimentaire

Le dispositif PREGEC (Prévision pour la gestion des crises), de niveau à la fois national et régional, a permis l'harmonisation des méthodes sur les 9 pays du CILSS et un certain nombre de pays du Golfe de Guinée. Quatre réunions annuelles régionales ont eu lieu, ayant notamment permis de clarifier les chiffres des productions, des stocks et des déficits céréaliers. Ce travail a contribué à l'objectif de passage « du bilan céréalier au bilan alimentaire ».

ACER a contribué à la fois au financement du dispositif et à son animation. Les activités sécurité alimentaire du CILSS ont en effet été cofinancées par ACER, l'USAID et le fond SOSAR de l'UE. L'assistance technique française postée à Niamey et à Ouagadougou s'est par ailleurs fortement investie dans l'animation des rencontres du dispositif PREGEC.

Parmi les extrants, on peut noter la production de bulletins mensuels par le CRA et des bulletins décennaires, appréciée par les utilisateurs dans les pays visités par la mission. Ces bulletins sont également disponibles pour le grand public via internet, cependant il est difficile en l'absence d'enquête ou de compteurs de visites d'en apprécier la réelle utilité.

Le dispositif ne fonctionne cependant pas encore pleinement dans tous les pays. Certains pays comme le Tchad ou la Guinée Bissau ont des dispositifs très faibles et l'enjeu actuel est par ailleurs d'étendre le dispositif à l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Les bailleurs de fonds sont également utilisateurs des données fournies, par exemple pour les Plans d'aide alimentaire ou pour les choix en matière de programmes prioritaires.

Signalons également le RPCA (Réseau de prévention des crises alimentaires), qui réunit les acteurs publics nationaux et les bailleurs de fonds. Avec la contribution du CILSS et du projet ACER, des progrès sont enregistrés dans la façon dont les résultats, consensuels, sont présentés, ce qui représente une avancée notable pour faciliter les prises de décisions.

Sur la contribution du projet à une meilleure visibilité des travaux du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel

Ce réseau rassemble le CILSS, la FAO, le PAM, Fewsnat, le Club du Sahel et les principales ONG internationales investies dans la sécurité alimentaire. Il fait le point sur les thématiques du moment en termes de sécurité alimentaires, sert de lieu de partage des études, de rapprochement des méthodes (bonification du cadre harmonisé d'analyse de la vulnérabilité par les modules cartographiques d'IPC de la FAO).

ACER a appuyé la mise en place et l'animation du site du réseau : www.food-security.org et cofinancé ses rencontres annuelles.

Les bailleurs de fonds sont mieux informés que par le passé sur les travaux du CILSS et de ses partenaires, le bulletin mensuel du réseau (note d'information sur la sécurité alimentaire) leur parvenant par courrier électronique.

Cependant, il faut noter que le suivi-évaluation sur la pertinence et le type d'utilisation faite par les destinataires est encore insuffisant. Il est par exemple reproché au CILSS de ne pas être assez précis et clair sur le niveau d'alerte. Cette critique a été prise en compte par le projet ACER, en proposant des « formations des communicateurs ».

Il serait utile à l'avenir de procéder plus régulièrement à des sondages auprès des utilisateurs-destinataires de l'information afin de chercher à améliorer encore la visibilité.

Tableau 2 : Résultats composante 1

Indicateur	Réalisation	Commentaires
Sous composante 1.1 Amélioration des procédures de collecte, transmission et analyse de l'information sur les facteurs de la sécurité alimentaire au niveau du Sahel		
* Constitution de réseaux optimaux de collecte et d'analyse de l'information		
Nombre de stations de collecte de données du réseau régional	Pluviométrie : 600 postes retenus pour le réseau optimal (l'ensemble du réseau CILSS comprend 1600 postes) Hydrologie : 385	L'ensemble des stations identifiées pour le réseau optimal sont des stations du réseau existant.
Coût de collecte et d'analyse des informations par rapport au coût actuel		Les pays concentrent uniquement leurs efforts sur la transmission mensuelle au CRA des postes du réseau optimum défini pour le suivi de l'hivernage. Par ailleurs, les insuffisances du réseau sont identifiées pour les installations des postes pluviométriques futurs.
Nombre de cadres par pays formés	18 cadres formés pour l'optimisation des réseaux (météorologique et hydrologique)	D'autres cadres sont formés au logiciel de modélisation hydrologique des bassins versants GEOSFM - Activité encore en cours
Nombre de pays ayant utilisé la démarche d'identification de réseaux optimaux	09 pays du CILSS	Les réseaux optimaux hydro et pluviaux ont été définis au cours d'un atelier régional tenu en 2006 et réunissant les services techniques nationaux concernés
* Mise en place d'un dispositif de collecte automatique de l'information		
Nombre de participants aux cours de mise à niveau pour les techniciens de		Activité programmée en 2008

Indicateur	Réalisation	Commentaires
Sous composante 1.1 Amélioration des procédures de collecte, transmission et analyse de l'information sur les facteurs de la sécurité alimentaire au niveau du Sahel		
maintenance		
* Formalisation et Sécurisation des procédures d'échange d'informations entre les Etats membres et le CILSS		
Nombre de pays ayant signé un accord d'échange d'informations avec le CILSS ;		Une charte sur l'accès aux données climatiques et hydrologiques des pays membres du CILSS et de la CEDEAO a été élaborée. L'adoption de cette charte est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion des Directeurs des services météorologiques et hydrologiques de ces pays qui sera organisée par l'OMM à Dakar en mai 2008
Sécurisation des installations de réception, gestion et transmission des données	Matériels de stockage des données, Antivirus, PCs	Activité en cours à compléter par l'achat d'un serveur en 2008. Mise en place de systèmes (SATNAP, TAMSAT) d'extraction de paramètres MS (Pluies estimées, NDVI,...) dans le suivi de la campagne du suivi de la campagne agricole

Sous composante 1-2 : Renforcement et amélioration des dispositifs nationaux et régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires basés sur la caractérisation de la vulnérabilité.		
* Mise en place d'un cadre harmonisé de caractérisation de la vulnérabilité alimentaire		
Finalisation du zonage du Sahel et validation par les Etats	Achevé dans 6 pays	Zonage établi pour les pays qui sont en train de mettre en œuvre le cadre harmonisé, à savoir : le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et récemment la Mauritanie et le Cap vert. Démarrage du zonage en février 2008 pour la Gambie et la Guinée Bissau. Tous les pays du CILSS assurent un suivi de la situation alimentaire.
Nombre de pays assurant un suivi de la situation alimentaire	16 pays du CILSS et de la CEDEAO	Deux outils viennent renforcer l'action : le site web du RPCA qui concentre l'information sur la sécurité alimentaire par pays de la CEDEAO et les profils pays sur la sécurité alimentaire. Ces profils et leurs synthèses sont disponibles pour les 9 pays du CILSS. Ils four-

		<p>nissent l'ensemble des indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et sont des guides pour les CNSA.</p> <p>Coordination dans le cadre du RPCA de la conception d'une dizaine de notes d'information sur la sécurité alimentaire par an</p> <p>Enfin, ACER a cofinancé les réunions 2006 et 2007 du RPCA, qui rassemblent l'ensemble des pays du CILSS et les PTF.</p>
Rédaction et validation d'un document d'évaluation du cadre harmonisé de l'analyse de la vulnérabilité	<p>Le document consolidé du cadre est disponible. Il a été discuté en atelier en 2006.</p> <p>Une étude de relecture critique de la méthodologie a été financée par ACER.</p>	Des missions CILSS/IRD faisant le point des données nutritionnelles disponibles dans les 9 pays du CILSS ont été menées. Elles ont également permis d'avoir une vision d'ensemble des structures agissant dans le domaine de la nutrition. Ces données viendront alimenter le cadre harmonisé.
Élaboration de plans de sortie de crise en fonction des scénarios de crises	Plans proposés tous les ans par les pays participant à la rencontre de mars du PREGEC (16 pays cette année)	Une étude sera lancée en 2008 pour comparer les plans de contingence actuels.
Coût des dispositifs de caractérisation de la vulnérabilité alimentaire comparé au coût actuel des SAP	Comparaison non réalisée	<p>Mais développement d'outils de caractérisation de la vulnérabilité urbaine d'un faible coût (VAMU) en collaboration avec l'IRD. De même, ACER soutient l'intégration</p> <p>d'indicateurs nutritionnels dans les enquêtes agricoles (au Niger) pour optimiser les coûts de collecte.</p>
Date des premières estimations de rendement de la campagne et précision de celles-ci.	Fin août	Les premières estimations de rendement de la campagne sortent fin août. Elles sont mises à jour avec plus de précision en septembre.
* Diffusion des informations sur la campagne agricole		
Nombre de bulletins mensuels publiés par le CILSS et les pays; nombre	8 bulletins mensuels/an	Le CRA publie chaque mois durant l'hivernage un bulletin mensuel. Pendant la contre saison, des bulletins mensuels spé-

et types de destinataires		ciaux sont publiés. Les pays du CILSS publient durant l'hivernage un bulletin décadaire. Ces bulletins sont destinés aux services techniques, aux décideurs politiques et partenaires techniques et financiers tant au niveau national que régional. Ces bulletins sont disponibles au grand public dans les sites Web du CRA et de certains pays.
Délai de publication des bulletins d'alerte en cas d'événements climatiques, hydrologiques et parasitaires	10 jours en hivernage	Tenue régulière des séances de briefing décadaires

2.2 Composante 2

2.2.1 Rappel des résultats attendus pour la composante n°2

Composante 2	Résultats directs attendus
Composante 2 : Appui aux Etats sahéliens et à la société civile dans les enjeux internationaux du développement durable, dans la gestion concertée des ressources naturelles, dans la maîtrise de l'eau et dans la lutte contre la désertification.	
2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales et au respect de leurs engagements internationaux	<p>Résultat 1 : Les cadres du CILSS et des Etats membres sont formés aux techniques de présentation et de négociation dans le cadre des forums internationaux.</p> <p>Résultat 2 : Les cadres du CILSS et des Etats membres participent activement aux forums internationaux concernant le développement durable. Ils y présentent les spécificités de la zone sahélienne et y défendent les intérêts des Etats membres.</p> <p>Résultat 3 : Les données et les images disponibles dans les Banques de données régionales et nationales sont valorisées et utilisées par les Etats comme argumentaires à l'occasion des concertations régionales et internationales.</p> <p>Résultat 4 : Un modèle technico-économique de prévision et de simulation de l'évolution de la situation alimentaire, hydrique et énergétique en fonction des scénarios d'évolution de la démographie du climat et des ressources naturelles est mis au point et utilisé par les Etats membres pour définir leurs politiques environnementales à moyen et long termes.</p> <p>Résultat 5 : Les conventions internationales ratifiées par les Etats sont traduites par des projets et programmes régionaux utilisant les informations de la banque de données du CILSS.</p>
2.2 Appui à la société civile à la mise en place de projets locaux de lutte contre la désertification	Résultat 1 : Les projets de terrain pour la lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau sont mis en œuvre dans le cadre de l'IREM/LCD. D'autres bailleurs de fonds se joignent à cette initiative.

Composante 2	Résultats directs attendus
et de maîtrise de l'eau. Échange de leurs expériences dans ces domaines	<p>Résultat 2 : Les projets de terrain pour la lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau font l'objet d'un échange d'expérience entre eux et de publication.</p> <p>Résultat 3 : Une procédure commune pour l'instruction, le suivi et l'évaluation des projets locaux de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau est adoptée par les partenaires au développement qui rejoignent l'initiative IREM-LCD.</p> <p>Résultat 4 : Le CILSS apporte un appui aux projets de développement locaux en matière de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau.</p> <p>Résultat 5 : les méthodes reconnues de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau proposées par la société civile et la recherche sont évaluées par le CILSS et font l'objet de démonstration.</p>
2.3 : Appui à la négociation et à la régulation de l'usage des ressources naturelles	<p>Résultat 1 : Un Mastère en Gestion Concertée des Ressources Naturelles est créé à Niamey pour former des cadres de haut niveau capables de concevoir et mettre en œuvre des mesures économiques, fiscales ou réglementaires permettant une régulation de l'usage des ressources naturelles dans le respect des Conventions Internationales ratifiées par les Etats membres.</p> <p>Résultat 2 : Les Etats membres échangent leurs expériences sur la gestion des ressources naturelles, sur la prévention et la résolution des conflits sur l'usage des ces ressources. Un système de prévention et de gestion des conflits sur les usages des ressources naturelles basé sur le suivi des disponibilités annuelles et sur les évolutions de la demande est mis au point et proposé aux Etats membres.</p>

2.2.2 Synthèse des principaux résultats obtenus sur la composante n°2

Concernant la capacité du projet à mieux faire connaître les impacts des actions de GRN et à capitaliser sur ce thème

Le tableau ci-dessous nous montre que la mise en place de l'interface web et GEONETWORK, qui sont opérationnels, permet un accès aux données en matière de GRN.

Des efforts ont été faits pour présenter l'état et l'évolution des ressources naturelles dans les pays du CILSS (4 présentations internationales et publications).

Comme prévu dans le cadre logique, un outil de simulation des scénarios futurs de pluies au Sahel a été élaboré, avec publication à l'IAHS.

Signalons également que le projet a contribué à une mise en œuvre pratique des méthodes et instruments via le soutien à des projets locaux (7 pays de la région CILSS, 4 conventions de subvention).

Enfin, ACER a apporté son soutien aux Etudes dites « Sahel » qui mettent en exergue la rentabilité économique des actions de GRN dans 4 pays : Sénégal, Mali, Niger, Burkina.

Malgré ces efforts, on peut regretter un suivi-évaluation insuffisant des impacts et effets obtenus.

Concernant la capacité du projet à impliquer davantage la société civile et les collectivités territoriales en matière de GRN

Le bilan est assez maigre sur cette activité spécifique. Il était prévu la publication d'un catalogue des bonnes pratiques utilisables par la société civile, non abouti au moment de l'évaluation. Cependant, c'est essentiellement par le biais des projets mis en œuvre que la société civile peut réellement être impliquée et tirer partie des outils et recommandations du CILSS : 34 projets ont été soutenus dans les 9 pays, dont 75% ont fait l'objet d'une évaluation positive. Ils concernent principalement des actions d'agroforesterie (et structuration des filières afférentes) et de gestion durable des terres.

Concernant la capacité du projet à impliquer davantage le CILSS dans les débats internationaux

Le projet ACER a pris en charge 32 cadres de différentes administrations et du CILSS dans le cadre de participations à divers événements internationaux comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Par contre, il est difficile de mesurer en quoi cette prise en charge a permis au CILSS et aux administrations concernées de progresser dans leur compréhension des sujets abordés au cours de ces événements internationaux. Là encore, il manque un travail de suivi-évaluation qualitatif, qui, pour un échantillon d'événements permettrait de mesurer les effets (questionnaire ou interview des participants sur leur degré d'intérêt, le fait d'avoir pu communiquer ou non au nom de leur pays ou de la sous région, pertinence des recommandations recueillies, perspectives de valorisation des résultats de l'événement, modes de valorisation envisageable, existence ou non d'un compte rendu des participants à l'événement, organisation ou non d'une restitution ou communication aux collègues au retour, etc...).

Concernant la capacité du projet à appuyer le CRA dans la rénovation de son offre de formation en matière de GRN et à l'adapter aux thèmes d'actualité.

Le succès du projet ACER dans ce domaine est reconnu par tous. La mise en place d'un Master en Gestion concertée des ressources naturelles fait l'objet d'un satisfecit général.

15 étudiants ont obtenu le Master, dont un étudiant béninois. La qualité des contenus et leur adaptation au contexte des pays sont salués par les professionnels.

Une démarche de reconnaissance du diplôme est engagée auprès du CAMES, qui demande une période probatoire de 3 ans.

L'inquiétude se manifeste surtout en matière de pérennité des financements, mais c'est un problème global des activités du CILSS en général. Le Master en gestion concertée des ressources naturelles est soutenu par des financements externes aux pays du CILSS, qui sont en voie de clôture.

Tableau 3 : Résultats composante 2

2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales sur le développement durable		
Participation effective du CILSS et des Etats membres aux concertations internationales sur le développement durable :		
Nbre de cadres nationaux et du CILSS	0	Activité non débutée

2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales sur le développement durable		
formés aux techniques de présentation et de négociation internationale		
Nbre de cadres nationaux et du CILSS ayant participé aux concertations internationales	32 cadres	Forum Mondial de l'eau mars 06 (1 pers) Forum de l'eau au Sahel fév. 06 (15 pers) Forum désertification et Société Civile « Desertif' Action » sept 05 (3 pers) Coûts de l'inaction désertification déc. 06 (1 pers) CRIC 5 mars 07 (2 pers) COP 8 sept 07 (4 pers) Nouvelles procédures FEM jan 08 (3 pers) CA OSS mars 08 (1 pers) Colloque MSG en Septembre 2007 à Dijon (2 pers)
Nombre de résolutions/décisions, prises au cours de concertations internationales, allant dans le sens d'une défense des intérêts des Etats du CILSS	3	« Appel de Montpellier » pour la mobilisation de fonds LCD pour la SC (sept 05) Mise en place d'un réseau scientifique sur les coûts de la LCD (déc. 06) Désignation du CILSS comme centre d'excellence SLM/NEPAD lors de la COP8
Valorisation par les Etats des informations détenues par le CILSS :		
Diffusion d'une procédure de valorisation des images et informations	Interfaces web et GEONETWORK opérationnelles	Mise en place d'une interface d'accès aux données et méta données compilées dans le système régional de bases de données en lien est établie entre cette interface et GEONETWORK qui permet l'affichage et la diffusion des images
Nombre de présentation ou de publication sur l'état et l'évolution des ressources naturelles faites au niveau national, régional et international et utilisant les données et images du CILSS	6	Etude sur les périmètres irrigués hors aménagement, PAF -Riz Niger, Mars 2006. Livestock and Rangeland Monitoring & Management Systems Workshop, ISPRA Italie, AUGUST 07. Colloque MSG – un nouvel instrument de suivi de l'environnement Dijon Septembre 2007

2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales sur le développement durable		
		Formation des producteurs : Eleveurs-Irrigants-Maraichers-Pêcheurs (ELIRMAP) AGRHYMET, Juin 2007 Chapitres de l'Atlas de l'intégration régionale du Club du Sahel : « la zone écologique fragile des pays du Sahel » et « les changements climatiques au Sahel »
Élaboration, validation et diffusion d'un modèle de prévisions et de simulation des ressources naturelles sur le moyen et long terme prenant en compte les évolutions climatiques et démographiques	1	Outil de simulation des scénarios futurs de pluie au Sahel. Publié à l'IAHS
Nombre d'états ayant adopté des politiques et réalisé des projets liés aux conventions internationales sur le développement durable avec l'appui du CILSS	0	Activité en cours : appui à la définition des PAN LCD des pays d'Afrique de l'Ouest et appui technique et financier aux Études « Sahel »
Sous - Composante 2.2 Appui à la société civile à la mise en place de projets innovants de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau. Échange de leurs expériences dans ces domaines		
Nombre de structures nationales de LCD et de ME impliquées dans l'instruction, le suivi et l'évaluation des projets locaux	7 pays de façon informelle (missions conjointes) 4 pays de façon formelle (conventions d'objectif)	Missions conjointes de suivi dans 7 pays 4 conventions de subvention signées avec 4 pays pour suivi décentralisé
Un manuel de procédure d'instruction, de suivi évaluation est publié	1	Le manuel est disponible
Nbre de missions organisées entre les projets pour	1	(atelier de partage en oct. 07, 10 représentants d'ONG)

2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales sur le développement durable		
l'échange d'expérience		
Nombre de projets mis en œuvre et évalués positivement	34 mis en œuvre dans 9 pays 75% évalués positivement	Évaluation externe en 2007
Nombre de cartes, images missions d'appui réalisées par le CILSS à la demande de la société civile	55 missions 1 film avec dires d'acteurs	Missions d'appui conseil, de supervision et d'évaluation finale
Publication d'un catalogue des bonnes pratiques utilisables par la société civile	0	Activité en cours

Sous-Composante 2.3 : Renforcement des capacités de médiation et de régulation de l'usage des ressources naturelles		
Mise en place d'un mastère sur la gestion concertée des ressources naturelles		
Nombre d'étudiants diplômés	15	Les 15 étudiants sont diplômés du mastère en Gestion Concertée des Ressources Naturelles (GCRN) dont 14 des pays du CILSS et 1 du Bénin.
Reconnaissance du Mastère par le Conseil scientifique	oui	Le CSP tout en reconnaissant le mastère en GCRN, a félicité le CRA pour la qualité de l'enseignement dispensé.
Dépôt d'un dossier de reconnaissance par le CAMES ;	non	Le référentiel du CAMES exige que les diplômés fassent au moins 3 ans de travail opérationnel avant de demander la reconnaissance et l'équivalence.
La formation est prise en charge par une autre structure de financement en fin de projet.	En partie	La promotion 2007 a été financée par DANIDA (80%) et ACER (20%) La promotion 2008 sera financée par ACER (65%), Echel-Eau (20%) et SOSAR (15%)
Conception d'un système d'alerte sur les conflits d'usage des ressources naturelles		
Publication et diffusion		Activité en cours, mais limitée au travail

Sous-Composante 2.3 : Renforcement des capacités de médiation et de régulation de l'usage des ressources naturelles		
d'une méthode d'alerte sur les conflits d'usage des ressources naturelles ; Un atelier sur les expériences de régulation, la réglementation et la négociation des ressources naturelle a lieu ; Adoption d'un document consensuel sur la régulation des ressources naturelles.		de deux doctorants.

2.3 Composante 3

2.3.1 Rappel des résultats attendus pour la composante n°3

Composante	Résultats directs attendus
Composante 3 : Soutien à la réforme du CILSS	
3.1 Accompagnement de la dynamique d'intégration régionale	<p>Résultat 1 : Des protocoles d'échange de données et de méthodes entre le CILSS et les pays du Golfe de Guinée sont élaborés et mis en application.</p> <p>Résultat 2 : Les méthodes de collecte et d'analyse des données sont adaptées et échangés entre les pays membres du CILSS et les pays du Golfe de Guinée avec l'appui des institutions de recherche.</p> <p>Résultat 3 : Les stratégies et politiques agricoles et alimentaires régionales sont mises en œuvre par les OIG en utilisant les informations et l'expertise du CILSS. Des échanges d'informations et des réunions de travail régulières sont organisées avec l'UEMOA et la CEDEAO.</p> <p>Résultat 4 : Le fonctionnement des filières transfrontalières stratégiques est mieux connu grâce à un suivi précis suivant une méthodologie scientifiquement reconnue. Les conclusions partagées entre les pays du CILSS, les pays hors-CILSS et les professionnels de ces filières débouchent sur un suivi régulier de ces filières et la proposition de mesures de facilitation des échanges à mettre en place dans le cadre de l'intégration régionale</p>
3.2 Diffusion auprès des producteurs des informations utiles à la prise de décision	Résultat 1 : Les agriculteurs en culture pluviale et irriguée, les éleveurs, les pêcheurs et des acteurs des filières disposent d'information leur permettant de faciliter leur décision sur la gestion des risques, la conduite de leur système de produc-

Composante	Résultats directs attendus
Composante 3 : Soutien à la réforme du CILSS	
	<p>tion et d'exploitation.</p> <p>Ceci se fera suivant plusieurs étapes :</p> <p>A/ identification conjointe des besoins de ces utilisateurs en information à court, moyen et long termes ;</p> <p>B/ définition conjointe du contenu, de la forme et des modalités de diffusion des messages correspondant aux besoins exprimés ;</p> <p>C/ mise en place d'opérations pilotes avec des organisations de producteurs volontaires et évaluation conjointe de l'intérêt pour les utilisateurs et de l'impact sur la production ;</p> <p>D/ organisation conjointe d'ateliers avec et chez les organisations ayant bénéficié de ces opérations pilotes auxquels seront conviées les organisations de producteurs des Etats membres en vue de l'extension de la démarche.</p>
3.3 Soutien à la réforme de la gestion du CILSS et au développement de son excellence scientifique.	<p>Résultat 1 : Les réformes préconisées par l'audit institutionnel du CILSS dans les domaines organisationnels, financiers, gestion des ressources humaines, programmation, contrôle, suivi évaluation sont appliquées et sont financées conjointement avec les autres bailleurs de fonds.</p> <p>Résultat 2 : L'excellence scientifique du CILSS est développée afin d'affirmer son rôle d'institution d'appui aux Etats membres et aux organisations d'intégration régionale. Cette excellence scientifique est recherchée au moyen d'une reconnaissance des méthodes, des résultats et de l'expertise par la communauté scientifique.</p>

2.3.2 Synthèse des principaux résultats obtenus sur la composante n°3

Concernant la capacité du projet ACER à faire mieux connaître les dynamiques régionales des marchés agricoles

Le bulletin aux décideurs, déjà cité plus haut, est un des outils d'information avec le bulletin mensuel et les bulletins décennaires ayant contribué à une meilleure diffusion de l'information agro météorologiques ; les bulletins trimestriels du PRA marchés, conçus avec le RESIMAO, ont permis une diffusion d'informations sur les dynamiques des marchés agricoles.

Les informations données dans le tableau qui suit donnent une image des efforts réalisés sur ces aspects de connaissance des « dynamiques des marchés agricoles » :

- Les échanges de données,
- La création ou adaptation d'outils et instruments,
- Les protocoles d'accord entre CEDEAO et CILSS,
- Les études menées, notamment sur les relations et flux transfrontaliers,
- L'encadrement de doctorants (2 sur les flux transfrontaliers)

Concernant la capacité du projet ACER à accompagner le CILSS vers une approche programme

Le passage d'une institution qui fonctionne en grande partie sous la forme de projets successifs ou concomitants à une forme de fonctionnement fondée sur une approche programme implique pour cette institution de pouvoir donner une bonne visibilité à sa politique, ses stratégies sectorielles, et ses modes de gestion internes.

La contribution du projet ACER sur ce thème n'est pas très facile à évaluer, car elle relève d'un travail de fonds conduit notamment par les assistants techniques, sous la forme de mise en place des conditions nécessaires à la discussion, à la réflexion, et cela dans les différents domaines pour lesquels le CILSS doit améliorer ses modes de gestion (GRH et suivi-évaluation notamment).

En particulier un assistant technique du projet, positionné auprès du Secrétariat Exécutif, a fortement contribué à l'organisation et aux contenus de la réflexion interne caractère stratégique.

Cela s'est fait à travers :

- l'animation de « retraites » inter-sites des PRA SA LCD et Accès au marché
- un appui au processus de formulation du programme de travail 2009-2013

des contacts avec la plate mondiale des donateurs pour le développement rural (GDPRD) qui devraient aboutir en fin de projet à un atelier pour le conseil de direction du CILSS sur les outils de l'approche programme.

Le projet ACER a financé pendant 3 ans une partie des charges salariales. Les assistants techniques se sont investis dans les définitions de profils de compétences et ont participé aux recrutements.

Par ailleurs la mobilisation d'expertises a permis des renforcements indirects de capacité.

Pour le suivi-évaluation, ACER a contribué notamment en prenant en charge le coût des audits externes, ou encore une part de la présente évaluation.

Concernant la capacité du projet ACER à favoriser les rapprochements entre le CILSS et d'autres institutions ou acteurs régionaux

Le projet ACER a cherché à ouvrir les liens entre le CILSS et la CEDEAO, notamment en prenant en charge des activités qui permettent d'intégrer les autres pays d'Afrique de l'ouest.

Concrètement, des ateliers, des rencontres entre responsables ont été prises en charge par le projet.

Le projet a favorisé les contacts et relations entre les responsables de haut niveau de la CEDEAO (Commissaires) et la direction du CILSS, en finançant les déplacements et les séjours.

Le projet a également aidé à identifier le projet AMESD de la CEDEAO (avec participation forte d'un assistant technique).

Cependant les relations avec l'UEMOA restent faibles, cette organisation régionale utilisant les ressources et les données produites par le CILSS mais ne confiant pas au CILSS des travaux en maîtrise d'œuvre. L'UEMOA fonctionne davantage en lien avec les organisations des Nations Unies comme la FAO.

Il serait sans doute pertinent de travailler davantage au renforcement des liens (par exemple l'UEMOA donne les labels aux entres de recherche).

Concernant la capacité du projet ACER à aider le CILSS à mobiliser d'autres financements

Cet objectif a également été atteint :

- via la mobilisation de fonds auprès de la coopération française (210.000 € de subventions en 2 ans)
- via la mise en œuvre d'activités pilotes préluade au projet NUSAPPS (politiques publiques en matière de nutrition) qui intéresse l'OOAS et l'aide américaine
- via le soutien apporté par les assistants techniques pour les requêtes de financement du CILSS (projet RIPIECSA sur le changement climatique, 240.000 €).
- via la mention d'ACER comme cofinanceur du projet FERSOL financé par l'UE concernant des capitalisations sur la gestion durable des terres

Au-delà de ces exemples, l'essentiel des appuis se situe plutôt dans le champ des appuis institutionnels apportés par les assistants techniques dans les différents dossiers, non mesurable en tant que tel.

Sous composante 3-1 Accompagnement de la dynamique d'intégration régionale		
* Échange d'information et de méthode entre le CILSS et les Etats non membres du CILSS.		
Nombre de pays hors CILSS concernés par des échanges de données et de méthodes	7 pays 6 pays	La charte d'accès aux données météo et hydro sera discutée lors de la prochaine réunion des Directeurs des services météo et hydro des pays membres du CILSS et de la CEDEAO qui aura lieu à Dakar en mai 2008 sous l'égide de l'OMM. La Guinée, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Nigéria participent aux réunions du réseau de prévention et gestion des crises
Nombre de pays hors CILSS ayant adopté les méthodes de gestion de l'information conçues par le CILSS	4 pays	La Guinée, la Ghana, le Bénin et le Togo maîtrisent les outils bilan céréalier et bilan alimentaire. Ils cartographient et classifient les zones à risque alimentaire.
Nombre de modèles et méthodes du CILSS adaptés aux conditions des zones humides	2 outils (SARRA_H et CLIDATA)	Bilan céréalier ; Adaptation en cours d'un modèle de rendement en zone humide (SARRA) -Missions d'installation des réseaux locaux informatiques, d'installation et de formation de la base de données climatologiques CLIDATA sont effectuées à Lomé (Togo), Cotonou (Benin) et Conakry (Guinée).
* Utilisation des informations du CILSS par les Organismes d'intégration régionale (UEMOA, CEDEAO)		
Le projet de Politique Agricole de		L'UEMOA développe ses propres projets avec l'appui de la FAO mais participe aux réunions du PREGEC et

Sous composante 3-1 Accompagnement de la dynamique d'intégration régionale		
l'UEMOA prend en compte les informations et méthodes fournies par le CILSS		utilise ses informations.
Les projets sur la sécurité alimentaire de l'UEMOA et de la CEDEAO sont basés sur les informations et méthodes issues du CILSS		La CEDEAO a signé un protocole d'accord avec le CILSS faisant du CILSS son bras technique sur la thématique sécurité alimentaire et lutte contre la désertification 3 domaines notables de collaboration : AGRIS, PREGEC, Formations du CRA
* Caractérisation précise des filières transfrontalières stratégiques		
Élaboration d'un projet d'amélioration du fonctionnement et de suivi des filières transfrontalières		Le test va débuter dans 4 pays. Une étude a été menée par le LARES et le CILSS sur les 9 pays du CILSS. La méthodologie de suivi des flux transfrontaliers a été développée.
Prise en compte par les organisations d'intégration régionale et les organisations interprofessionnelles des filières des conclusions des caractérisations des filières	Information faite	L'étude sur le suivi des flux transfrontaliers a été partagée en atelier avec ces différents acteurs
Sous composante 3.2 Diffusion auprès des producteurs sahétiens des informations utiles à la prise de décision		
Nombre d'organisations d'agriculteurs et d'éleveurs utilisant les informations issues du CILSS pour la gestion de leur système de production ;	03 organisations d'éleveurs	Un SIG producteur destiné aux éleveurs, irrigants et pêcheurs, est réalisé à Tillabéry par une livraison et installation effective d'un lot de matériel technique.
Nombre d'organisations de maraîchers et de producteurs de riz irrigué utilisant les	2 organisations d'irrigants et maraîchers (Nigériens et	Une base de collaboration entre les producteurs irrigants et maraîchers du Niger et de la Gambie a été lancée à travers un programme d'échange d'expériences, de collecte des besoins en informa-

Sous composante 3-1 Accompagnement de la dynamique d'intégration régionale		
Informations du CILSS pour l'amélioration de la maîtrise de l'eau.	Gambiens)	tions et de formations actions.
Nombre d'organisations de pêcheurs utilisant les informations hydrologiques et climatiques pour la gestion de la ressource halieutique.	03	03 des groupements des pêcheurs de la région de Tillabéri (Say et Kollo et Tillabéri) ont reçu des informations utiles à une meilleure exploitation de la pêche et de la pisciculture

Sous composante 3-3 Soutien à la réforme du CILSS et au développement de son excellence scientifique		
* Gestion opérationnelle du CILSS		
Nombre des mesures préconisées par l'audit opérationnel effectivement mises en œuvre par le CILSS ;		Pas encore mesuré
Mise en place du suivi évaluation et des audits communs à l'ensemble des partenaires du CILSS ;		2 actions : l'audit financier annuel est commun à l'ensemble des PTF. L'étude d'évaluation du programme de travail 2004-2008 du CILSS concerne l'ensemble des PTF. Les PTF continuent malgré tout à demander un suivi des actions fragmenté par projet
Appui à la communication.		ACER a soutenu un atelier sur la stratégie de communication du CILSS et l'écriture d'un document de stratégie de communication. Les décisions sont peu prises en compte, en particulier à cause du manque de personnel de l'UAM CID. Un technicien webmestre et infographiste vient d'être recruté. Il a dynamisé les sites du RPCA et du CILSS.
Appui à la réorganisation du CILSS		ACER a appuyé deux retraites intersites du programme régional marché. L'AT principal ACER a coanimé des retraites intersites des programmes régionaux SA LCD et Accès au marché ainsi que les ateliers de formulation du programme de travail 2009-2013 du CILSS.

Concernant la capacité du projet ACER à améliorer l'image du CILSS en tant que centre d'excellence (partenariats scientifiques notamment)

C'est certainement un des acquis forts du projet. Les partenariats scientifiques nord-sud et sud-sud ont été encouragés.

Concernant les contributions et relations avec les instituts de recherche français, il faut noter les bonnes relations de partenariat entre le CILSS et le CIRAD et l'IRD.

Relations entre le CILSS et l'IRD

Gilles Bezançon, responsable IRD à Niamey

« Nos collaborations avec l'AGRHYMET (Institut du CILSS) sont anciennes et ininterrompues depuis de nombreuses années. Pour les volets Recherche et Formation elles concernent ou ont concerné différents domaines en relation avec l'agronomie au sens large mais aussi avec la climatologie et l'hydrologie ou la pédologie et la télédétection.

La formalisation de ce partenariat a trouvé sa concrétisation dans la signature d'un accord-cadre en matière de recherche scientifique signé en 2003 entre l'IRD et l'AGRHYMET. Cet accord régit également la coopération en matière de formation, d'information scientifique et d'expertise.

Dans le cadre de cette coopération entre les deux institutions des programmes de recherche conjoints sont réalisés et des contrats particuliers de partenariat scientifique et technique sont conclus entre l'IRD et l'AGRHYMET.

Je pourrais citer pour exemple le contrat particulier qui est en cours de signature et qui concerne un programme de recherche sur les petits rongeurs nuisibles des cultures céréalières au Niger. Ce contrat définit le programme de recherche qui sera conduit conjointement et concerne également l'encadrement d'un étudiant nigérien boursier de l'IRD pour la réalisation de sa thèse, ainsi que l'accueil d'un chercheur IRD dans la structure AGRHYMET.

D'autres systèmes de soutien aux équipes du Sud existent à l'IRD, tels que les Bourses d'échange. Actuellement un chargé de recherche de l'AGRHYMET bénéficie de ce système qui consiste pour lui à être accueilli dans un laboratoire de l'IRD en France, pour plusieurs séjours de plusieurs mois étalés sur une période de 3 ans (2007-2010).

Des formations ont également été dispensées pour des techniciens au cours des dernières années, là encore dans le domaine de la défense des cultures (rongeurs).

Autre forme de soutien, l'AIRD (agence inter-organisme) pilotée par l'IRD et qui gère des fonds destinés à financer des équipes de recherche des pays du sud. Ainsi, l'IRD pilote actuellement un FSP financé par le MAE (RIPIECSA) et AGRHYMET a vu un de ses projets retenus et financé (constitution d'un Atlas de la végétation).

En termes d'expertise l'IRD peut intervenir dans différents domaines et je rappellerai ici la participation à un atelier de validation de 2 conventions : l'une sur les Semences et l'autre sur la Biosécurité (janvier 2006 à Niamey).

Pour terminer, je mentionnerai la rencontre à l'AGRHYMET en juin dernier, entre M. le DG du CR AGRHYMET et moi-même accompagné de 3 responsables de l'IRD : MM. Pierre Soler (Chef du Département Milieux et Environnement), Thierry Lebel (Directeur du Laboratoire d'Etude des Transferts en Hydrologie et Environnement, UMR 012 de l'IRD) et Eric Servat (Directeur du laboratoire HydroSciences Montpellier, UMR 050 de l'IRD). Ces trois personnes étaient en mission d'évaluation des programmes qu'ils dirigent, notamment dans le cadre de AMMA (Analyse Multidisciplinaire de la Mousson Africaine), au Bénin et au Niger. Une convention entre IRD et AGRHYMET existe dans le cadre de AMMA. »

Plus récemment, une convention a été signée avec l'IRD pour un appui à la mise en œuvre de l'Initiative NUSAPPS. Cet appui est partiel et on note des difficultés à impliquer effectivement les experts du CILSS.

Les relations avec le CIRAD sont également très anciennes, et fructueuses. Les domaines couverts par les partenariats sont liés notamment aux activités du CRA :

Appui institutionnel	FSP « ACER »
Formation	Mastère « Gestion Ressources Naturelles » Participation aux études de cas du projet AIDA sur l'Afrique de l'ouest avec les étudiants du mastère GCRN
	Mastère « Sécurité Alimentaire » (en projet)
	Cycles de Formation continue Professionnelle
Recherche et Développement	AMMA (analyse multidisciplinaire de la mousson africaine)
	Suivi de la Vulnérabilité dans le sahel http://www.case.ibimet.cnr.it/SVS/
Recherche Développement Formation	SIPSA –Systèmes d'Information sur le Pastoralisme au Sahel Coordination régionale du projet intervenant sur 6 pays sahéliens
Recherche	CP Changement climatique
	CP Désertification = OASIS
	Dans le cadre du projet Projet ECHÉL- EAU
	Lutte antiacridienne 2004- 2008
Cycles de Formation continue Professionnelle	Formation « méthodes démographiques des cheptels »
	Thèse sur filière bétail Niger-Nigéria projet ECOPAS (stagiaires)

L'image d'excellence du CILSS est beaucoup portée par ses actions de formation, notamment le travail du CRA, qui a formé une part importante des ingénieurs et techniciens supérieurs spécialisés des administrations des pays membres. Les actions de formation continue sont également appréciées, bien que les difficultés budgétaires soient un sérieux handicap à la programmation et donc à la capacité pour les Etats et les services d'en tirer le meilleur parti.

La mise en place de Masters est une piste qui intéresse beaucoup les personnes rencontrées, et permet de donner au CILSS une nouvelle image valorisante.

Par ailleurs, la spécificité des formations, comme indiqué dans le corps du rapport d'évaluation, et le fait de ne pas être en concurrence directe avec d'autres organisations sous régionales de formations supérieures (comme 2ie au Burkina Faso) est un atout pour la bonne visibilité.

Tableau 4 : Résultats Composante 3

* développement de l'excellence scientifique du CILSS		
Nombre de sessions et prise en compte des recommandations des Conseils Scientifiques ;	2	Principale recommandation mise en œuvre : nomination d'un coordinateur scientifique
Nombre de publications scientifiques rédigées par les experts et étudiants du CILSS par catégorie de revue (A, B, ...) ;	8	Voir liste en annexe
Nombre d'experts titulaires d'un diplôme de troisième cycle ;	4	3 recrutements PhD en 2006/2007
Nombre de doctorants accueillis et de mémoires passés dans le cadre du CILSS ;	17 masters réalisés avec mémoires 4 thèses en cours	15 masters GCRN et 2 masters sur les flux transfrontalières 2 sur la gestion des conflits, 2 sur les flux transfrontaliers.
Nombre d'accords de partenariat scientifique passés par le CILSS avec des universités et centres de recherche.	10 accords signés par le CRA	Dont CIRDES, Conseil sanitaire, interafricain, ITC, CEDEAO, Université de Bobo- Dioulasso, ... Reconnaissance du CRA comme institution membre de l'AUF Une collaboration pour la chaîne de réception MSG avec le Laboratoire de Météorologie Dynamique (France) et l'Université de Reading (Angleterre) Poursuite du partenariat avec le CIRAD (missions du CS et du DFR à Montpellier sur les nombreuses collaborations, dont l'appui au master GCRN) Collaboration avec des institutions françaises de formation : Paris Dauphine, CERDI et ENSAM (co-encadrement de thèses) Dans l'appel à projet RIPIECSA, le CRA est cité 15 fois comme partenaire dans les propositions de projets de recherche. Le CRA impliqué dans plusieurs Consortia d'institutions de recherche pour les appels d'offres

3 EN SYNTHÈSE

L'objectif principal du projet ACER est d'accompagner le CILSS dans la mise en œuvre des recommandations de l'audit organisationnel et technique de 2004.

Comme le montrent les éléments d'évaluation ci-dessus, on peut considérer que le projet ACER a atteint assez largement l'ensemble de ses objectifs.

- **Parmi les points forts**, il faut noter l'appui aux actions de formation du CRA, et l'ensemble des actions de suivi et de mise en œuvre des politiques de sécurité alimentaire. Des outils de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire ont été développés, des efforts de capitalisation ont été amorcés.

Le projet aura notamment contribué à élargir les contacts scientifiques et techniques du CILSS et aura aidé à la mobilisation de quelques financements. Les soutiens apportés à la formation et notamment via le Master en gestion concertée des ressources naturelles sont des points à mettre à l'actif du projet.

La mission tient à souligner la qualité des entretiens et la qualité des documents qui lui ont été remis.

Comme le soulignait le 3^{ème} comité de pilotage du projet, on peut noter des « avancées significatives du projet ACER après deux années de fonctionnement, notamment dans le développement d'actions concourant au rapprochement avec la CEDEAO et dans le domaine de la prise en compte des aspects nutritionnels dans le suivi de la sécurité alimentaire » ainsi que « des avancées sur le suivi des flux transfrontaliers et l'intégration régionale des marchés ont été portées par ce projet ».

De façon plus générale le projet ACER aura permis au CILSS de l'aider à réfléchir son positionnement, clarifier ses orientations stratégiques, ses modes de gouvernance et de partenariats.

En outre le projet aura aidé le CILSS à franchir des caps budgétaires difficiles.

- **Les limites du projet** sont aussi plus globalement celles du CILSS. Malgré les efforts de capitalisation, de diffusion, la visibilité du travail fait semble encore insuffisante au niveau des pays et des acteurs partenaires. La stratégie globale de communication du CILSS est à repenser, comme cela est développé dans le corps du rapport d'évaluation.

Extraits du dernier comité de pilotage

« Une partie de l'expertise du CILSS est prise en charge par le projet ACER. Dans la perspective de la fin du projet, le problème du maintien des experts doit être abordé à temps et de façon réfléchie. Le CILSS envisage de conserver la plupart des experts (selon la nécessité) et de les prendre en charge sur d'autres financements afin de conserver son capital humain et d'expertise. »

« La dernière année du projet ACER devrait permettre de valoriser les produits obtenus durant les 3 années d'activités. Un effort particulier sera fait sur les publications et l'organisation d'ateliers de restitutions. Les acquis en matière de système d'information en appui aux producteurs (expériences de Tahoua et Tillabéry) feront l'objet d'un atelier régional pour informer les principales organisations des producteurs dans les pays membres des possibilités techniques existantes pour les appuyer dans la conduite de leur système de production (système d'information, produits d'aide à la décision). »

Ces extraits permettent de mettre en évidence deux faiblesses :

- La difficulté pour le CILSS de bien anticiper les fins de projet et de prendre les mesures adaptées pour éviter les ruptures. Des progrès sont réalisés dans ce domaine, un plan stratégique est défini, et des contacts avec les principaux partenaires techniques et financiers vont dans le sens de la mise en œuvre d'une approche programme, qui devrait limiter les soubresauts et difficultés budgétaires de l'institution.
- La difficulté à valoriser les résultats obtenus, tant au niveau des administrations des pays que des institutions et partenaires scientifiques et techniques. Le projet a contribué à réduire ces handicaps qui relèvent d'une politique et stratégie plus globale, en particulier en matière de suivi et évaluation qui reste encore assez faible.

En termes de perspectives, le projet prenant fin en décembre 2008, avec prolongation prévue à l'horizon août 2009, il est recommandé de mettre l'accent sur la pérennisation des activités de formation du CILSS afin de les adapter aux exigences régionales en matière d'enseignement supérieur (réforme LMD).

Le soutien apporté au CRA par le projet ACER pour la mise en œuvre du master en gestion concertée des ressources naturelles a provoqué de nouvelles attentes pour les ingénieurs, cadres et techniciens, et pour cela il serait utile que le projet appuie le CRA dans son travail de diagnostic des besoins de formation dans les Etats membres, et affine le programme de formation continue.

Un accent devrait également être mis sur la capitalisation et la diffusion des résultats techniques acquis en direction des organisations de producteurs et de leurs partenaires d'appui.

L'utilité d'un tel projet ne fait pas de doute. Il serait donc souhaitable que la coopération française, au regard des résultats, cherche à valoriser et poursuivre ce travail dans le cadre d'une approche programme concertée avec les autres partenaires techniques et financiers du CILSS.

ANNEXE N°1 – OBJECTIFS ET INDICATEURS

<p>Objectif principal du projet</p> <p>Le CILSS dispose et met en œuvre des moyens efficaces pour faire face aux nouveaux enjeux et aux défis régionaux et internationaux prévus dans son programme 2004-2008</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de succès :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les méthodes et les résultats utilisés par le CILSS ont validés par des Comités scientifiques ; - Les pays sahéliens et les organisations intergouvernementales sous régionales bénéficient d'un dispositif performant de diagnostic de la sécurité alimentaire leur permettant d'avoir une vision régionale et de mettre en place des politiques et des actions d'atténuation des crises alimentaires communes basées sur des informations objectives et incontestables; - Les pays sahéliens disposent d'outils et de méthodes leur permettant de poser un diagnostic sur l'état des ressources naturelles et leur évolution, et de mettre en place des projets de gestion des ressources naturelles ; - Les sociétés civiles sahéliennes reçoivent, conjointement aux Etats, des informations leurs permettant de prendre des décisions 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour la réussite du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stabilité politique régionale; - Adhésion et appui des Etats et des organisations intergouvernementales sous-régionales à la démarche et à ses objectifs ; - Adhésion et appui de la société civile à la démarche ; - Appui et partenariat avec les structures de recherche et de formation.
<p>Composante 1 Contribution à la définition et au suivi des stratégies régionales de sécurité alimentaire</p>	
<p>Sous Composante 1-1 : Amélioration des procédures de collecte, transmission et analyse de l'information sur les facteurs de la sécurité alimentaire au niveau du Sahel</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Constitution de réseaux optimaux de collecte et d'analyse de l'information - Nombre de stations de collecte de données du réseau régional ; - Coût de collecte et d'analyse des informations par rapport au coût actuel ; - Nombre de cadres par pays formés ; - Nombre de pays ayant utilisé la démarche d'identification de réseaux optimaux ; * Mise en place d'un dispositif de collecte automatique de l'information 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion des Etats à la démarche ; <p>Collaboration des structures membres de la PIREM à la mise en place du laboratoire d'homologation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien des conditions d'utilisation des images satellitaires et fonctionnement normal des satellites et des stations de réception ; - Collaboration avec les structures de Recherche et de développement.

<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stations automatiques installées dans les Etats membres ; - Nombre de participants aux cours de mise à niveau pour les techniciens de maintenance. * Formalisation et Sécurisation des procédures d'échange d'informations entre les Etats membres et le CILSS - Nombre de pays ayant signé un accord d'échange d'informations avec le CILSS ; - Sécurisation des installations de réception, gestion et transmission des données 	
<p>Sous composante 1-2 : Renforcement et amélioration des dispositifs nationaux et régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires basés sur la caractérisation de la vulnérabilité.</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Mise en place d'un cadre harmonisé de caractérisation de la vulnérabilité alimentaire - Finalisation du zonage du Sahel et validation par les Etats ; - Nombre de pays assurant un suivi de la situation alimentaire; - Rédaction et validation d'un document d'évaluation du cadre harmonisé de l'analyse de la vulnérabilité ; - Elaboration de plans de sortie de crise en fonction des scénarios de crises ; - Coût des dispositifs de caractérisation de la vulnérabilité alimentaire comparé au coût actuel des SAP ; - Date des premières estimations de rendement de la campagne et précision de celles-ci. * Diffusion des informations sur la campagne agricole - Nombre de bulletins mensuels publiés par le CILSS et les pays ; - Nombre et types de destinataires - Délai de publication des bulletins d'alerte en cas d'événements climatiques, hydrologiques et parasitaires; 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion des Etats et des structures nationales de prévention et de gestion des crises à la démarche et au concept de vulnérabilité ; - Fonctionnement efficace des Comités nationaux du CILSS dans leur rôle de relais entre le CILSS et les dispositifs nationaux de prévention et de gestion des crises.
<p>Composante 2 : Appui à l'implication des Etats sahéliens et de la société civile dans les enjeux internationaux du développement durable, dans la gestion concertée des ressources</p>	

naturelles, dans la maîtrise de l'eau et dans la lutte contre la désertification	
2.1 Appui aux Etats Sahéliens pour la défense conjointe de leurs intérêts dans les instances de concertations internationales sur le développement durable	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats</p> <p>* Participation effective du CILSS et des Etats membres aux concertations internationales sur le développement durable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cadres nationaux et du CILSS formés aux techniques de présentation et de négociation internationale ; - Nombre de cadres nationaux et du CILSS ayant participé aux concertations internationales ; - Nombre de résolutions / décisions, prises au cours de concertations internationales, allant dans le sens d'une défense des intérêts des Etats du CILSS. <p>* Valorisation par les Etats des informations détenues par le CILSS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diffusion d'une procédure de valorisation des images et informations ; - Nombre de présentations ou de publications sur l'état et l'évolution des ressources naturelles faites au niveau national, régional et international et utilisant les données et images du CILSS ; - Elaboration, validation et diffusion d'un modèle de prévisions et de simulation des ressources naturelles sur le moyen et long terme prenant en compte les évolutions climatiques et démographiques ; - Nombre d'Etats ayant adopté des politiques et réalisé des projets liés aux conventions internationales sur le développement durable avec l'appui du CILSS. 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui des institutions membres de la PIREM des systèmes nationaux de recherche dans la fourniture, l'adaptation et l'utilisation des modèles ; - Utilisation des produits par les Etats membres ; - Fonctionnement efficace des Comités nationaux du CILSS dans leur rôle de relais entre le CILSS et les structures nationales de planification et de gestion de l'environnement ; - Coordination des partenaires au développement dans la mise en œuvre de synergie avec les programmes bilatéraux sur l'environnement ; - Les pays membres du CILSS sont invités aux forums internationaux et peuvent y présenter leur position.
<p>Sous – Composante 2.2 Appui à la société civile à la mise en place de projets innovants de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau. Echange de leurs expériences dans ces domaines</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats : * Appui à l'initiative IREM/LCD : - Nombre de structures nationales de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau impliquées dans l'instruction, le suivi et l'évaluation des projets locaux ;</p>	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion de la société civile à la démarche ; - Fonctionnement efficace des structures na-

<ul style="list-style-type: none"> - Un manuel de procédure d'instruction, suivi et évaluation est publié ; - Nombre de missions organisées entre les projets pour l'échange d'expérience ; - Nombre de projets mis en œuvre et évalués positivement. <p>* Appui du CILSS aux projets de lutte contre la désertification et de maîtrise de l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de cartes, images, missions d'appui réalisées par le CILSS à la demande de la société civile ; - Publication d'un catalogue des bonnes pratiques utilisable par la société civile. 	<p>tionales de lutte contre la désertification ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de programmes bénéficiant de cofinancements d'autres partenaires au développement.
<p>Sous-Composante 2.3 : Renforcement des capacités de médiation et de régulation de l'usage des ressources naturelles</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats :</p> <p>* Mise en place d'un mastère sur la gestion concertée des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'étudiants diplômés ; - Reconnaissance du Mastère par le Conseil scientifique ; - Dépôt d'un dossier de reconnaissance par le CAMES ; - La formation est prise en charge par une autre structure de financement en fin de projet. <p>* Conception d'un système d'alerte sur les conflits d'usage des ressources naturelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Publication et diffusion d'une méthode d'alerte sur les conflits d'usage des ressources naturelles ; - Un atelier sur les expériences de régulation, la réglementation et la négociation des ressources naturelle a lieu ; - Adoption d'un document consensuel sur la régulation des ressources naturelles. 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui des institutions membre de la PIREM ainsi que des structures de recherche et de formation africaines et françaises à la formation des cadres sahéliens ; - Fonctionnement efficace des Comités Nationaux du CILSS dans leur rôle de relais entre le CILSS et les Etats ; - Adhésion des Etats membres à la démarche.
<p>Composante 3 Appui à la réforme du CILSS</p>	
<p>Sous composante 3-1 Accompagnement de la dynamique d'intégration régionale</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats :</p> <p>* Echange d'information et de méthode entre le CILSS et les Etats non membres du</p>	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion des Etats au principe d'échange des informations et de méthodes entre les

<p>CILSS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de pays hors CILSS concernés par des échanges de données et de méthodes ; - Nombre de pays hors CILSS ayant adopté les méthodes de gestion de l'information conçues par le CILSS ; - Nombre de modèles et méthodes du CILSS adaptés aux conditions des zones humides * Utilisation des informations du CILSS par les Organismes d'intégration régionale (UEMOA, CEDEAO) - Le projet de Politique Agricole de l'UEMOA prend en compte les informations et méthodes fournies par le CILSS ; - Les projets sur la sécurité alimentaire de l'UEMOA et de la CEDEAO sont basés sur les informations et méthodes issues du CILSS. * Caractérisation précise des filières transfrontalières stratégiques <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte par les organisations d'intégration régionale et les organisations interprofessionnelles des filières des conclusions des caractérisations des filières ; - Elaboration d'un projet d'amélioration du fonctionnement et de suivi des filières transfrontalières. 	<p>Etats sahéliens et les autres Etats d'Afrique de l'Ouest.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui des institutions membres de la PIREM ainsi que des structures de recherche et de formation française et africaine à ce projet dans la fourniture et la mise au point de nouveaux ou tils pour les zones humides. - Réunions régulières entre les institutions concernées.
<p>Sous composante 3.2 Diffusion auprès des producteurs sahéliens des informations utiles à la prise de décision</p>	
<p>Indicateurs vérifiables de résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'organisations d'agriculteurs et d'éleveurs utilisant les informations issues du CILSS pour la gestion de leur système de production; - Nombre d'organisations de maraîchers et de producteurs de riz irrigué utilisant les informations du CILSS pour l'amélioration de la maîtrise de l'eau. - Nombre d'organisations de pêcheurs utilisant les informations hydrologiques et climatiques pour la gestion de la ressource halieutique. - Nombre de professionnels de la transformation et du stockage utilisant les informations du CILSS pour la conduite du processus de transformation et de maîtrise des conditions de stockage des produits. 	<p>Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion de la société civile à la démarche et à la mise en œuvre d'un véritable dialogue avec le CILSS ; - Adhésion des Etats à la communication directe entre le CILSS et la société civile ; - Poursuite des évolutions actuelles en matière de développement de moyens de communication sans contraintes ; - Appui des institutions membres de la PIREM ainsi que des structures de recherche et de formation africaines et françaises à ce projet dans l'adaptation et la mise au point de nouveaux modèles d'aide à la décision.

Sous composante 3-3 Soutien à la réforme du CILSS et au développement de son excellence scientifique

Indicateurs vérifiables de résultats :

- * gestion opérationnelle du CILSS
 - Nombre des mesures préconisées par l'audit opérationnel effectivement mises en œuvre par le CILSS ;
 - Mise en place du suivi évaluation et des audits communs à l'ensemble des partenaires du CILSS ;
 - Mise en œuvre des recommandations du suivi-évaluation et des audits
- * développement de l'excellence scientifique du CILSS
 - Nombre de sessions et prise en compte des recommandations des Conseils Scientifiques ;
 - Nombre de publications scientifiques rédigées par les experts et étudiants du CILSS par catégorie de revue (A, B, ...) ;
 - Nombre d'experts titulaires d'un diplôme de troisième cycle ;
 - Nombre de doctorants accueillis et de mémoires passés dans le cadre du CILSS ;
 - Nombre d'accords de partenariat scientifique passés par le CILSS avec des universités et centres de recherche.

Hypothèses sous jacentes importantes pour l'atteinte de ce sous

objectif :

- Adhésion des cadres du CILSS aux réformes proposées par l'audit opérationnel ;
- Mise en place effective des réformes proposées ; collaboration entre les partenaires au développement et entre ceux ci et le CILSS ;
- Collaboration avec les universités et les centres de recherche